

Le Mans le 24 juin 2019

Compte-rendu CDAS du 24 juin 2019

Notre délégué à l'Action Sociale départementale Pierre Alexandre Common et notre assistant social Sébastien Bacon nous ont présenté respectivement le compte rendu d'activité de la délégation départementale de la Sarthe année 2018 et le compte rendu du service social.

Depuis peu le nombre de retraités a dépassé le nombre d'actifs, montrant à la fois les pertes d'emploi dans notre département et l'installation dans la Sarthe de retraités de notre ministère. Les Crédits d'actions locales ont été entièrement dépensés. Toutefois les crédits 2019 ont été amputés **d'une réserve de 5 %**, il n'y a pas loin à penser que celle ci ne nous sera pas rétrocédée.

Après la présentation de ces compte-rendus, notre délégué, en questions diverses, nous a révélé le futur de l'action sociale ministérielle (séminaire des délégations de l'action sociale). Comme nous vous l'indiquons dans notre déclaration liminaire ci-jointe, il est envisagé une fusion des trois opérateurs (EPAF ALPAF AGRAF) afin de faire des économies de moyen (sic !). Nous nous attendions, à la suite des groupes de travail, à ces annonces qui se confirment et s'accélèrent. La CGT est opposée à cette fusion, chaque entité s'occupant de domaines très différents. De plus nous ne croyons pas à cette volonté de faire des économies pour redéployer les moyens. Nous ne sommes pas dupes et voyons un amoindrissement de l'offre de l'action sociale au détriment des agents. Les budgets étant calculés sur le nombre d'agents et les dotations étant déjà en baisse comme nous vous l'avons déjà signifié plusieurs fois, l'avenir ne laisse rien augurer de bon.

Le principal poste est toujours la restauration collective, point sur lequel nous sommes très attentifs afin de préserver et les restaurants financiers et des prestations de qualité, 612 agents en bénéficient dans la Sarthe sur 741 (en 2018).

De ce séminaire, il est ressorti que parmi les 23 résidences EPAF suite à l'audit du 22 mai 2019, 10 sont vieillissantes, ce n'est pas la faute d'EPAF si les centres ne sont pas suffisamment entretenus mais de l'État qui n'a pas anticipé ni investi. Ces résidences risquent d'être bradées pour satisfaire des grands groupes privés.

Dans les questions diverses, notre délégué à l'action sociale départementale nous a précisé que le Secrétariat Général aimerait disposer d'un échelon supplémentaire entre celui ci et ses délégués. Le correspondant chorus deviendrait l'échelon régional.

Certaines délégations sont en voie de disparition car il est envisagé des fusions interdépartementales de certaines délégations. Notre délégué nous a parlé d'une absorption des CDAS par les nouvelles instances (CSA futur rapprochement des CTL et des CHS CT).

Le compte rendu départemental du service social fait apparaître un bond de 55 % du budget des différentes aides financières et du nombre de demandes. M Bacon nous a bien expliqué que les situations qu'il rencontre sont de plus en plus dégradées. Nous pensons que ça ne fera qu'empirer au vue des réformes en cours (Géographie revisitée à la DDFIP, Réformes aux douanes, à la CCRF). Notre assistant social est disponible tous les jours sauf le mercredi et vendredi après-midi, il est à l'écoute des agents, il nous a indiqué que dans nos administrations l'offre de services est mal connue.

Petit rappel :

Il existe une aide pour sinistre immobilier sans conditions de revenus pour faire face à l'urgence. (contacter l'assistant social). A la rentrée universitaire vous pouvez bénéficier d'un prêt pour le logement d'un de vos enfants étudiant. Cette semaine aura lieu l'ouverture du site pour les cadeaux de Noël, soyez attentifs et répondez rapidement (avant le 12 juillet).

Vos représentants au CDAS :

Anne-Marie THUAUDET-PLU

Nathalie HEULINE

Jean-Christophe ORLANDINI-TEYSSIER DISI ouest

Jean-Philippe SIMON

DGFIP 72 02 43 43 58 19

DGFIP 72 02 43 83 82 16

CCRF Le Mans

Le Mans le 24 juin 2019

Compte-rendu CDAS du 24 juin 2019**Déclaration liminaire CGT CDAS du 24 juin 2019**

Monsieur Le Président,

Le 6 juin les agents de la DDFIP de la Sarthe ont pris connaissance de la « proposition » validée par le DG, du démantèlement de notre réseau.

Non seulement cette "réorganisation" va impacter au moins 150 agents du département, par une mobilité forcée, la dégradation des conditions de travail (qui comprend, bien entendu, un volet vie familiale) et la dégradation de la santé physique et mentale d'une majorité d'agents.

Désormais, nous avons sous les yeux le plan de destruction programmée de la DGFIP. Il vient compléter d'autres évolutions majeures en gestation : externalisation, privatisation ou abandon de mission, modifications profondes des contenus et des conditions d'exercice des missions sous l'empire du numérique et de l'intelligence artificielle, recours à des agences, impact de la politique fiscale du gouvernement (PAS et suppression de la TH), suppressions massives d'emplois.

C'est bien l'avenir de la DGFIP et de ses missions qui est en jeu en même temps que le nôtre, tant du point de vue personnel que professionnel.

Par ailleurs, nous n'oublions pas d'autres luttes menées depuis plusieurs mois par nos camarades des autres Directions (Douane, CCRF, DISI).

Tous ces démantèlements prévus nous interrogent au niveau de l'Action Sociale sur plusieurs points :

- la restauration collective qui est en train de se transformer en restauration rapide en plus de la fermeture depuis plusieurs années de restaurants financiers.
- les politiques sociales inégalement réparties sur le territoire qui risquent de s'accroître !
- la mise en place d'un opérateur unique pour les trois associations de l'Action Sociale (Agraf, Alpaf et Epaf), qui pour la CGT n'est pas une décision envisageable car ces associations répondent chacune à des besoins complètement différents !
- l'absence de travaux de rénovation sur le parc immobilier d'EPAF qui seraient pourtant plus que nécessaire afin que chaque centre de vacances reste attractif et que les résidences restent accessibles pour tous. Tout le monde doit pouvoir partir en vacances !

La CGT s'est toujours battue, et continuera à se battre pour garder et valoriser sa politique sociale afin que toutes et tous puissent y avoir accès !